

ont considéré que l'ambassade canadienne pourrait concevoir un programme beaucoup plus intense de contacts avec le Congrès, afin de garantir que le point de vue canadien soit bien compris.

J'aimerais maintenant insister sur le fait que nous ne recommandons pas tout simplement une campagne publicitaire bien orchestrée sur la Colline. Nous recommandons la mise sur pied d'un programme d'engagement de spécialistes dans divers domaines intéressant le Canada. En nombre égal, ils pourraient seconder les membres du Congrès et les sénateurs ainsi que les présidents de comités et d'autres personnes, dans l'étude des problèmes qui surgissent entre nos deux pays. En raison de leurs engagements au niveau mondial et de leur taille, les États-Unis ne se rendent tout bonnement pas compte des problèmes de frontière entre nos deux pays s'ils ne sont signalés aux membres de leur gouvernement.

Je puis dire que durant les rencontres qui ont eu lieu voilà deux semaines du groupe interparlementaire Canada-États-Unis, il s'est présenté une situation où un sénateur puissant, président d'un sous-comité chargé d'accorder des crédits à certains travaux, a été invité à survoler la région de Garrison Dam dans le Dakota du Nord par le sénateur de cet État en compagnie d'autres membres du Congrès, pour leur montrer pourquoi il faudrait verser des crédits pendant encore un an, ce que le sous-comité en question a accepté. Au cours des entretiens canado-américains, ce même sénateur fut étonné d'apprendre qu'il s'agissait là d'un point de friction connu des Canadiens. Il ne savait pas que le projet qu'il survolait était la source d'un différend entre nos deux pays. Il faut corriger ce genre de situation et nous devons certes nous en charger. Il ne faut pas s'attendre à ce que ce soit les hauts fonctionnaires américains qui le fassent.

Toujours sur le même sujet, le rapport poursuit en ces termes:

Dernièrement, le Congrès a exercé de nouveaux pouvoirs importants, surtout dans le domaine économique. Il adopte une attitude très indépendante dans les questions de politiques étrangère et commerciale. En même temps, les témoins américains ont affirmé au Comité que le Congrès ne se rendait pas compte de l'étendue et de la solidité des liens économiques canado-américains. Le manque de compréhension ou de connaissance de la position canadienne par le Congrès pourrait, presque par inadvertance, entraîner de graves bouleversements, économiques ou commerciaux, au Canada.

Le Comité a conclu que les contacts du Canada avec le Congrès ont été trop longtemps négligés. Le Comité exhorte le gouvernement à donner au plus tôt à l'ambassade les instructions et les moyens nécessaires pour établir un programme beaucoup plus vaste de relations avec le Congrès.

Hier encore, j'ai reçu une lettre d'un haut fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures qui me remerciait de lui avoir envoyé une copie du rapport; je cite un extrait de sa lettre:

Nous avons les plans que la plupart des personnes ont demandés et un vif désir de réussir. L'ampleur de notre programme dépendra du montant de la caisse des émissions que nous seront autorisés à consacrer à nos activités aux États-Unis.

La seconde recommandation, dont a longuement fait état la presse, et dont je parlerai dans un moment, se rapporte

aux émissions d'information générale que le Canada devrait faire aux États-Unis. Comme certains sénateurs l'ont peut-être déjà remarqué à la lecture du rapport, nous utilisons des comparaisons statistiques. Je ne vais pas les lire toutes, mais seulement les chiffres que nous avons pu obtenir des pays européens—et, devrais-je ajouter, ils sont comparables à ceux du Japon et de la Russie. Les pays européens dépensent, par rapport à leur commerce brut, à l'échelle mondiale, 1 dollar pour 230 dollars de commerce, alors que le Canada dépense 1 dollar pour 4,800 dollars de commerce. Quant au commerce avec les États-Unis, les pays européens dépensent 1 dollar pour 200 dollars de commerce, à peu près la même chose qu'à l'échelle mondiale, alors que le Canada dépense 1 dollar pour 18,000 dollars de commerce. C'est un rapport que les deux parties, à mon avis, ont accepté, et maintenant que la situation est plus complexe, il faudrait l'étudier davantage.

La recommandation portant sur cet article se termine ainsi:

Le Comité se rend pleinement compte qu'il recommande une importante hausse des dépenses gouvernementales à une époque d'austérité fiscale, mais cela concerne les priorités et non pas les dépenses totales. Il est certain qu'aucun autre pays n'a autant à cœur que le Canada de protéger ses rapports avec les États-Unis. Comme nous l'avons déjà signalé, le commerce canado-américain, dans les deux sens, se chiffre à plus de 42 milliards de dollars par année. Il ne faut pas risquer même une petite partie de cette somme à cause d'une attention insuffisante, surtout lorsque le déficit de la balance des paiements du Canada atteint presque 5 milliards de dollars par année à l'échelle mondiale. Pour répéter un vieux dicton militaire, nous devons renforcer nos points forts et non pas nos points faibles et allouer au gouvernement des ressources aussi productrices que possible dans ce domaine.

En conséquence, le Comité presse le gouvernement d'accorder la plus haute priorité à ses émissions d'information, ainsi qu'à ses émissions culturelles et académiques aux États-Unis. Afin de mettre cette proposition en vigueur, le Comité recommande la création d'un groupe de travail ministériel chargé d'évaluer les besoins financiers et de décider de la meilleure façon de renforcer les émissions.

Outre ces deux recommandations qui ont attiré l'attention de la population, il y en a une troisième dont j'aimerais parler, pour ajouter une note personnelle; c'est celle qui a trait aux réunions du groupe interparlementaire. Je cite de nouveau le rapport:

Le Comité croit qu'aucun autre contact parlementaire n'est plus important pour le Canada que le Groupe interparlementaire Canada-États-Unis. C'est pourquoi il préconise très fortement de choisir soigneusement les délégués aux rencontres du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis du point de vue de la compétence personnelle et de leur donner des informations suffisantes pour qu'ils fassent valoir les intérêts du Canada aussi efficacement que possible auprès des législateurs américains.

Je manquerais à mes devoirs si je n'en profitais pas pour féliciter le sénateur Macnaughton et M. Martin O'Connell, coprésidents de ce groupe. De concert avec le coprésident américain, ils ont pris des mesures énergiques et très efficaces au cours des deux ou trois dernières années pour améliorer grandement les réunions du groupe interparle-